

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°82 - 2 juillet 2011

Grèce : le salariat contre la finance

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 3 juillet 2011

Démocratie & Socialisme

En Grèce, la finance, les oligarques européens jouent les matamores : si le Parlement grec ne vote pas le plan d'austérité, nous laisseront la Grèce « faire faillite » affirment-ils sur tous les tons.

Mais un Etat ne fait pas « faillite », il fait « défaut » c'est-à-dire qu'il restructure ou annule sa dette. Et en cas de défaut, les premières à payer les pots cassés seraient les banques européennes, principales créancières de la dette publique grecque.

Leurs menaces ne sont donc que du « bluff ». Du même acabit que celles du type qui, dans une querelle de bistrot, dit à ses copains « Retenez-moi ou je fais un malheur ! »

La preuve de ce « bluff » a d'ailleurs été fournie par les banques françaises.

En pleine montée du mouvement social grec, du mouvement des « Indignés » à la perspective de la grève générale de mercredi et jeudi 30 juin, la panique régnait chez les dirigeants des banques françaises (les plus exposées). Ils craignaient pour leurs créances. Les agences de notation, les « marchés » manifestaient leur méfiance et le cours de leurs actions diminuait chaque jour davantage.

Un groupe de réflexion mené par BNP-Paribas (la plus exposée des banques françaises) avait alors, en catastrophe, proposé un plan de « sauvetage de la Grèce », c'est-à-dire des banques. Avec ce plan, les banques acceptaient de perdre un peu pour ne pas tout perdre. Sarkozy avait aussitôt approuvé ce plan qui devait être soumis aux autres banques et aux autres pays de la zone euro.

Le mouvement social grec avait réussi à faire reculer la finance.

Le vote du plan d'austérité par le parlement grec a, sans doute, rendu caduc le plan de la BNP-Paribas et de Sarkozy.

Ce qui vient de se produire en Grèce a, pourtant, trois mérites

Le premier est de dévoiler la réalité des forces sociales fondamentales qui s'opposent en Grèce : le salariat et l'aile marchante du capital, la finance.

Le deuxième est de montrer, que le salariat mobilisé peut faire reculer les banques, à condition qu'il trouve une représentation politique.

Le troisième est de mettre en évidence que si Papandréou avait la volonté politique de s'appuyer sur le mouvement social grec, d'organiser un audit public de la dette, il serait en position de force face à la finance. Il pourrait décider de restructurer la dette publique grecque en fonction des résultats de cet audit et les banques n'auraient qu'à s'incliner. Car, comme l'affirmait le milliardaire américain John Paul Getty « *Si vous devez cent dollars à la banque, c'est votre problème. Si vous devez cent millions de dollars à la banque, c'est le problème de la banque* ». Et ce n'est pas en millions mais en dizaines de milliards d'euros que se chiffre le montant des titres des dettes publiques européennes détenus par les banques.

Le 01/07/2011